

Verif : Himes, Thomson, Meek Simon

EPISTEMOLOGIE DES DOCTRINES ET DES THEORIES DE POPULATION

YVES CHARBIT

Laboratoire *Populations et Interdisciplinarité*, Université Paris V.
Courriel : yves.charbit@paris5.sorbonne.fr

Alors que les spécialistes de l'histoire des idées citent régulièrement un petit nombre d'auteurs qui ont contribué à l'élaboration de la pensée démographique au fil des siècles, ce livre propose une tout autre interprétation : ces grandes figures intellectuelles n'ont pas de *pensée démographique* à proprement parler, ni théorique, ni même parfois doctrinale, mais elles ont bel et bien *pensé la population*, avec les méthodes et les données disponibles en leur temps et en fonction d'une idéologie souvent clairement affichée. Une doctrine, on le sait, se réfère à des systèmes de valeurs, dont se déduisent des objectifs à atteindre, soit globaux (ici la croissance ou le freinage de la population), soit spécifiques des grandes variables démographiques (dans le passé plus souvent la fécondité, la nuptialité ou les migrations que la mortalité), alors qu'une théorie, comme dans les autres disciplines, consiste en un ensemble de propositions, présentant un degré de généralité, organisées en un système cohérent et susceptibles d'être formalisées en une loi de population vérifiable empiriquement dans des contextes différents. Pour ce qui est de la doctrine, l'analyse est souvent comparatiste : les auteurs du passé sont classés en fonction de leurs points communs et de leurs divergences, ce qui aboutit à dessiner des courants doctrinaux, principalement le populationnisme ou le malthusianisme.¹ Quant à la théorie, les spécialistes adoptent une

¹ C'est notamment le cas de Joseph J. Spengler (1936 et 1954) et de E. P.

CHAPITRE 1

démarche classique : ils reconstituent la genèse de la démographie et la recherche se centre sur les précurseurs de la démographie, de même que dans l'étude de la théorie économique on évoque la filiation entre les mercantilistes et Keynes.² Evaluation de la contribution théorique ou identification de courants doctrinaux, dans les deux cas l'impasse est à peu près totale sur le contexte historique au sens large, démographique, social, économique, culturel, voire politique, dans lequel la pensée a été élaborée.

On s'attachera au contraire ici à relier systématiquement la pensée sur la population à la société au sein de laquelle elle a été élaborée et à prendre en considération les conditions générales de son développement. C'est dans cette perspective que Karl Manheim avait jeté les bases de la sociologie de la connaissance : son propos était « d'observer comment et sous quelle forme la vie intellectuelle, à un moment historique donné, est en rapport avec les formes politiques et sociales existantes ». Dans le même sens, Ronald Meek propose le concept de *validité* d'une théorie économique, qu'il évalue par rapport à son temps : même si elle est dépassée aujourd'hui, l'important est qu'une théorie ait apporté une réponse adaptée à la société où elle a été élaborée, en l'état des connaissances de l'époque.³ Or, la population, et plus précisément le nombre des hommes et leurs comportements démographiques (nuptialité, fécondité, mortalité), ont très tôt dans l'histoire fait l'objet de réflexions plus ou moins élaborées. D'emblée, un problème de méthode surgit : peut-on voir les prémisses d'une pensée sur la population dans *tout* document qui porte sur les hommes en tant qu'unités d'une société donnée et sur les conséquences économiques et politiques, pour cette société, de l'effectif et du comportement des hommes qui la composent ? Cet élargissement est à l'évidence inacceptable et le problème est celui du *critère* qui permette de reconnaître une pensée élaborée. Nous parlerons d'une pensée sur la population s'il existe un ensemble *cohérent* d'observations ou de réflexions relatives au nombre et à la répartition (qu'elle soit sociale, géographique ou économique) des hommes et à leurs comportements

Hutchinson (1967).

² Par exemple Blaug, 1986 : 17-19.

³ Manheim, 1956 : 60 (note 10), 62, 81, 100 ; Meek (1962).

démographiques (nuptialité fécondité, mortalité, migrations). La cohérence est un critère fondamental, car elle implique que l'auteur avait une vision globale des problèmes soulevés par la population et tenta d'élaborer une construction intellectuelle originale pour en rendre compte.

Préalable : encore faut-il que le concept de population existe. Le problème se pose pour toutes les contributions intellectuelles antérieures à la démographie : comment peut-on penser la population si le concept n'existe pas ? Hervé Le Bras avance par exemple que le terme de dépopulation est beaucoup plus ancien alors que le concept de population au sens moderne est bien plus tardif. L'argument n'est pourtant qu'en partie convaincant.⁴ Pour illustrer notre propos, prenons un penseur bien antérieur à la constitution de la démographie comme discipline au XIX^{ème} : Platon, avec ses développements sur le chiffre de 5040, qu'il recommande comme un effectif convenable pour la Cité, est à cet égard exemplaire. Pour Platon, ceux qui comptent, et qui furent d'ailleurs dénombrés à diverses périodes de l'histoire athénienne, ce sont les citoyens athéniens et tout comme ses concitoyens, Platon ne s'intéresse nullement aux esclaves et aux métèques en tant que groupe numérique : ils sont en quelque sorte exclus du champ de la conceptualisation platonicienne de la Cité.⁵ Mais en même temps, il se pose très clairement la question des solutions concrètes pour maintenir constant l'effectif de 5 040 qu'il assigne à la Cité : si le nombre des citoyens est insuffisant, il faut encourager la nuptialité et la fécondité et au contraire réduire

⁴ « Penser la population comme l'ensemble des humains présents ou attachés à un lieu donné est une idée récente et très particulière dont nous pouvons fixer l'invention à l'époque moderne » (2000, 12. Voir aussi 9-24). Mais il reste flou sur le fait de savoir si ce qui a été transmis par Rome (*Populus, plebs, populari, depopulatio*, etc.) sont des termes ou des concepts (il utilise les deux substantifs en p. 11), et surtout, on va le voir, il ferme la discussion en posant comme condition que *l'ensemble* des individus soit pris en compte.

⁵ Evacuons une première explication du chiffre de 5040 : Platon ne l'avance pas par référence à l'effectif réel de la population d'Athènes, au sens où on l'entend aujourd'hui, tel par exemple qu'on peut l'estimer sur la base de travaux archéologiques ou de recherches historiques. Platon, on le verra, l'a choisi pour ses qualités mathématiques : 5040 admet comme diviseurs tous les nombres premiers inférieurs à 12 sauf 11.

CHAPITRE 1

l'excédent par l'avortement, l'émigration et la colonisation. Dira-t-on que Platon avait pressenti l'équation fondamentale de la démographie, à savoir que l'effectif d'une population augmente par les naissances et les entrées (l'immigration) et diminue du fait des décès et des sorties (l'émigration) ? Sans doute, mais s'il s'était borné à cette banalité à la portée de toute personne sachant compter, sa contribution à la pensée sur la population aurait été bien maigre. Il y a plus important : de la pleine conscience de ces mécanismes se déduit le constat que bien longtemps avant la constitution de la démographie en tant que discipline, *l'idée* de population est bien présente, alors que *le concept* n'est pas fixé.⁶ Affirmation qui, au demeurant, relève du bon sens élémentaire : si les auteurs du passé avaient conceptualisé la population, la démographie serait bien antérieure à sa date de naissance officielle avec la publication en 1856 du livre de Achille Guillard. Pour sortir de cette quasi tautologie, il faut renoncer à vouloir traquer la conceptualisation de la population en s'attachant à la définition habituelle de la démographie – l'étude de la structure et du mouvement des populations – car on s'enferme d'emblée dans un anachronisme.

Pour la période antérieure à la naissance de la démographie (Platon, les mercantilistes, les physiocrates) il faut partir des *utilités* de la population : les hommes ont de tout temps été source de richesse et de pouvoir. Il n'est dès lors pas étonnant que l'on ait pu dans le passé penser la population à propos de tel ou tel sous-ensemble (au Moyen Age les nobles pour constituer la cavalerie, sous l'Ancien Régime le Tiers état pour l'assiette de l'impôt), sans nécessairement faire référence à l'ensemble de l'effectif. Ce qui nous amène à préciser que le critère proposé plus haut pour identifier une pensée sur la population – l'existence d'un ensemble cohérent d'observations relatives au nombre et à la répartition des hommes et à leurs comportements démographiques – ne suppose évidemment pas des observations exhaustives. Le terme important ici est *relatives* : la cohérence va être extérieure à l'objet population en tant que tel, elle va se lire dans les enjeux de chaque époque. Le problème posé est

⁶ La cas est fréquent : ainsi l'idée d'acculturation est repérable dès 1881 chez Powell, alors que le concept est formulé par Lipton en 1936 (communication personnelle de Denys Cuhe).

alors celui de la *contextualisation* des idées sur la population. Commençons par elle, car elle permet d'approfondir et de préciser la question de la cohérence.

Contextualiser les idées sur la population

Il va sans dire que les faits sociaux, économiques, culturels, politiques sont tout aussi importants que les faits démographiques proprement dits. Et surtout la signification sociale ou politique qui leur fut donnée est au moins aussi décisive dans l'élaboration des idées sur la population, que les comportements démographiques proprement dits. Et si l'on systématise le recours aux faits sociaux et culturels dans l'interprétation des idées, on est naturellement conduit à considérer la pensée sur la population comme le *produit* d'une société donnée. Mais que faut-il entendre par société ? Quels en sont les contours ? Sous-jacente à la contextualisation des idées sur la population se pose en effet la double question des temporalités et des espaces qui dessinent une société donnée. S'il semble naturel de s'attacher à un événement démographique du temps court, par exemple une crise de subsistance, et d'examiner les réflexions qu'elle a suscitées, en tant que réponse immédiate, on court le risque de s'interdire toute compréhension profonde : la réponse doit nécessairement avoir des échos plus lointains, plus sourds aussi, elle doit s'inscrire dans une pensée beaucoup plus large. Ainsi, la crise de mortalité liée à une mauvaise récolte renvoie à la façon dont les contemporains pensaient l'agriculture, source de vie des populations. De même, le chômage lié aux crises conjoncturelles, n'est, pour l'économie politique classique, qu'un accident dans un ordre universel prometteur d'un retour à l'équilibre. Il nous faudra donc à chaque fois tenter de faire la part du court, du moyen et du long terme dans notre travail de contextualisation. L'autre question est celle des espaces de référence. La démographie aujourd'hui rapporte toujours, explicitement ou non, la population à une entité géographique (commune, région, Etat le plus souvent, continent). Qu'en était-il dans le passé ? Il ne saurait y avoir un seul type d'espace : l'horizon des hommes, leur perception du monde, leur *Weltanschauung*, n'a cessé de changer au cours des siècles, il suffit d'évoquer ici les grandes découvertes du XVIème siècle. Comme pour les temporalités, la

CHAPITRE 1

diversité des échelles spatiales renvoie à des enjeux politiques ou économiques qui n'ont cessé d'évoluer tout au long des siècles passés. Par exemple, la France et l'Angleterre s'affirment progressivement comme des Etats séculiers sur l'échiquier européen contre le pouvoir temporel de la Papauté ; l'échelle change à partir du milieu du XIXème siècle : avec l'impérialisme économique et sa logique de compétition internationale, on comptabilise désormais la population des empires coloniaux dans le poids politique des grands Etats.

Relier les idées sur la population à un contexte donné suppose donc d'identifier les échelles auxquelles celles-ci sont développées. Il en va d'ailleurs de même de la dynamique propre des idées, indépendamment des faits qui les sous-tendent. Dans *La crise de la conscience européenne*, Paul Hazard avait montré les dynamiques de l'espace intellectuel européen et le déclin de l'hégémonie du classicisme français au XVIIème siècle. L'absolutisme est battu en brèche en Hollande et en Angleterre dans les années 1690-1710, donc bien avant la contestation interne des philosophes du XVIIIème siècle, les imprimeurs d'Amsterdam offrant un relais aux idées nouvelles (de tolérance par exemple), tandis que s'affirment outre-Manche de nouveaux courants philosophiques, en particulier l'empirisme. Pour ce qui nous concerne, cette circulation des idées dans un espace intellectuel qui ne se borne pas aux limites des Etats nations est bien réelle. L'Anglais Malthus s'inspire de ses compatriotes Wallace et Petty, mais l'idée du déséquilibre entre la *vis nutritiva* et la *vis generativa*, avait été clairement formulée par Botero en Italie en 1635. Ou encore Marx veut révolutionner l'économie politique en s'appuyant sur le courant physiocratique, spécifiquement français et sur Ricardo, solidement ancré dans la société anglaise capitaliste. Le cas échéant, les pages qui suivent montreront comment les différentes échelles temporelles et spatiales s'articulent.

Etablir dans quelle mesure le court terme n'est qu'un moment du long terme, le local qu'une focalisation du national, aboutit parfois au constat de jugements contradictoires : le Royaume de France est considéré comme sous-peuplé en tel point et surpeuplé dans son ensemble ; ou encore, le court terme informe des plaidoyers en termes de surpopulation, le long terme un discours inverse. Ces divergences

INTERPRETER LES IDEES SUR LA POPULATION

d'appréciation ne sont pas nécessairement des contradictions logiques et il faut procéder par étapes en évacuant diverses possibilités. La réalité peut d'abord effectivement différer selon la distance focale adoptée.⁷ A défaut d'un étayage par les faits, nous ne sommes pas pour autant en présence d'une contradiction logique : il est possible que les deux opinions soient également légitimes, par exemple parce qu'elles correspondent à des schémas idéologiques différents. Il y a alors contradiction au niveau factuel, mais cohérence au niveau idéologique. Poursuivons : dans l'hypothèse où le recours à l'explication par l'idéologie n'est pas non plus possible, la divergence de jugement est bien une contradiction logique... sauf si un processus d'une autre nature est à l'œuvre et qu'il s'agit d'une phase de transition : ce que nous croyons relever d'une analyse et d'une vision à court terme est en réalité le signe avant-coureur d'une nouvelle façon de penser la population qui va s'imposer dans la période ultérieure.

Sauf erreurs ou incohérences flagrantes, nous postulons la cohérence des idées. Pour la retrouver, il faut donc identifier les repères spatio-temporels les plus proches et présumer qu'ils jouent le rôle de déclencheur, poser que les plus lointains voient nécessairement leurs effets médiatisés, cerner les ruptures qui se produisent et suscitent des réponses nouvelles, résoudre enfin les éventuelles contradictions. Mais il ne peut y avoir de règle générale de pondération : c'est au cas par cas que s'apprécie l'importance des différentes échelles et des facteurs contextuels pertinents. Aussi ferons-nous appel, pour nos sources secondaires, aux différents champs de l'histoire, démographique, économique, sociale, politique ou intellectuelle, dont nous serons évidemment dépendants pour retrouver la cohérence des pensées étudiées. Mais encore faut-il s'entendre sur la double nature de cette cohérence.

⁷ Autre différence d'échelle : le constat des différences entre une classe sociale et l'ensemble de la population d'un pays donné : les prolétaires de la Révolution industrielle sont jugés trop féconds alors que la fécondité française moyenne est « satisfaisante ». Les données disponibles au milieu du XIX^e siècle confirment les différences de fécondité entre les classes sociales et donc les jugements portés à l'époque.

Cohérence externe et cohérence interne

Une fois identifiés les facteurs économiques, sociaux, politiques les plus pertinents, il faut montrer, sur la base de nos connaissances actuelles, quelle a été leur importance historique réelle au moment où ont été élaborées les idées sur la population. Ici surgit le problème, classique dans la recherche historique, de l'utilisation de catégories modernes. On ne peut analyser des textes à la lumière de concepts totalement étrangers à un auteur, car le risque *d'anachronisme* est réel : il conduit à de sévères distorsions, voire des contresens graves, surtout dans l'interprétation de la pensée de précurseurs. La Bible, considérée comme porteuse d'une pensée populationniste en raison de l'injonction de la *Genèse*, « croissez et multipliez », fournit un remarquable exemple de ce péché d'anachronisme, que nous évoquons rapidement dans l'annexe de ce chapitre. Il est plus acceptable de penser que les sociétés européennes anciennes étant fondamentalement rurales, la façon de penser la population doit en porter la trace profonde : on évoquera ici le courant physiocratique, tandis que la compréhension de la théorie marxiste de population suppose de partir des conditions de travail spécifiques de l'Angleterre de la révolution industrielle triomphante.

Mais au-delà d'un vague cadrage, peut-on être plus précis et montrer que tel texte traitant de la population est *cohérent* avec les faits de population, mais aussi politiques, économiques et sociaux sur lesquels l'auteur s'est, explicitement ou non, fondé ? Supposons que des décalages ou des contradictions apparaissent. Nous respecterons une règle classique : qu'un auteur n'ait pas pris en compte des faits qu'il ignorait ne peut en aucun cas lui être reproché ; en revanche, l'intuition d'évolutions ultérieures est à porter à son crédit, car dans le cas d'une théorie, un des critères de validité est en effet qu'elle puisse intégrer des faits ultérieurs à son élaboration. Sous réserve que l'auteur ait eu connaissance de ces faits, encore faut-il préciser de quelle manière il les a intégrés à sa pensée, et s'il les a ignorés, pourquoi il en a été ainsi. Une nouvelle difficulté méthodologique surgit. Comme la connaissance quantitative de la population n'a progressé que très lentement, le rapport entre les faits et les idées est forcément plus ténu quand on s'éloigne du XX^{ème} siècle. Même sur une période relativement courte, le contraste est très net entre les

INTERPRETER LES IDEES SUR LA POPULATION

physiocrates, qui écrivaient au milieu du XVIIIème siècle et les économistes libéraux français, qui disposent vers 1850 des recensements et des grandes enquêtes sociales. Mais l'absence ou la relative rareté de données démographiques n'exclut pas que s'élabore une pensée sur la population : les physiocrates étaient très attentifs à tout ce qui touchait la production agricole et ils retrouvèrent la population à travers les problèmes de main-d'œuvre et de commercialisation de la production.

Nous compléterons cet examen de la cohérence externe des idées par une lecture épistémologique internaliste. En premier lieu, derrière la nécessaire identification de facteurs historiques précis, il faut revenir aux *conditions intellectuelles* de l'époque : quelles étaient les structures mentales dans la société où s'est affirmé tel courant d'idées sur la population ? Par exemple la notion de causalité est-elle présente dans les analyses ? Existe-t-il une pensée positive, abstraite du religieux ? La population s'inscrit-elle dans une vision dynamique ou statique ?⁸ Il faut ensuite s'attacher aux idées sur la population en tant que système d'explication du monde, en tant qu'idéologie. A ce titre, elles sont porteuses de valeurs faisant système et visent à apporter à ceux à qui elles sont destinées, en général les gouvernants, des réponses satisfaisantes à des problèmes de société liés aux comportements démographiques : par exemple les conséquences d'une fécondité trop élevée, d'une urbanisation trop rapide. Elles ont donc une cohérence interne que nous nous efforcerons de mettre en lumière.

D'autre part, on peut avoir affaire à un seul penseur (Platon, Malthus, Proudhon, Marx), ou à un groupe d'auteurs aux contours plus ou moins précis (les mercantilistes, les physiocrates, les économistes libéraux). Pour les premiers, la question de la cohérence

⁸ Sur les problèmes de contextualisation et d'épistémologie, **les démarches divergent**. Michel Foucault définit de manière réductrice et caricaturale « l'histoire des idées » qu'il oppose à *l'archéologie du savoir* (1969 : 179-183). Ses propositions se révèlent peu utiles. Quentin Skinner dans *Les fondements de la pensée politique moderne* (2001) nous paraît bien plus clair et efficace (voir en particulier 18-14). *Morales du grand siècle* de Paul Bénichou (1988) et *La crise de la pensée européenne* de Paul Hazard (1994) restent des modèles du genre.

CHAPITRE 1

interne de la pensée ne fait pas problème, ils sont classiquement étudiés en tant que tels. Elle ne se pose pas dans les mêmes termes pour les seconds, dans la mesure où ils sont réputés appartenir à un courant. Mais comment faire la part de leur autonomie intellectuelle par rapport à celui-ci ? Un auteur sera-t-il taxé d'incohérence parce que ses écrits marquent un désaccord avec la majorité du groupe ? Il est clair que les positions intellectuelles ne doivent pas être supposées homogènes, que des conflits internes peuvent diviser le groupe sur tel ou tel point de doctrine ou de théorie. Ce qui est posé c'est la question de la légitimité de la démarche même : peut-on rassembler des auteurs *a priori* disparates et parler d'un groupe ou d'un courant de pensée ? Oui, moyennant un certain nombre de précautions méthodologiques, dont la première consiste à admettre l'existence de sous-courants et la seconde à vérifier que pour l'essentiel les divergences exprimées sont suffisamment mineures pour justifier l'appartenance au groupe. Pour confirmer cette évaluation purement idéelle, nous avons retenu des indices plus sociologiques, relatifs au fonctionnement concret du groupe, à ses moyens de propagande. L'appartenance au groupe une fois confirmée, alors les positions hétérodoxes de certains membres par rapport au courant majoritaire sont au contraire précieuses, pour au moins deux raisons. Elles peuvent refléter d'abord des conflits politiques ou idéologiques au sein du groupe, conflits dont il peut-être éclairant d'analyser les conséquences sur le traitement de la question de la population, éclairant ainsi en retour la dimension idéologique de celle-ci. Les divergences peuvent aussi résulter d'une appréciation différente, souvent plus perspicace, qui est le fait de penseurs plus sensibles que les autres aux évolutions du contexte démographique, social, économique, politique ; ces divergences annoncent alors l'émergence de nouvelles thématiques au sein du groupe : évoquons ici la crainte de la dénatalité qui s'affirme à partir des années 1860.

L'évaluation de la cohérence interne dépasse, on l'a noté, le cadre strict de la pensée sur la population, elle doit s'apprécier au regard d'autres enjeux, économiques, sociaux, politiques ou enfin idéologiques. Un certain effectif démographique, un niveau donné de fécondité des couples ou encore un mouvement d'exode rural sont souhaitables au vu de ce qu'on considère être les besoins militaires, économiques, fiscaux, sociaux ou politiques du pays. Il s'agira pour nous de comprendre, au regard du contexte économique, social et

politique contemporain de l'élaboration de la doctrine démographique, à quels enjeux répondaient ces positions doctrinales. Notons qu'à l'inverse des autres variables, la mortalité fait consensus : on peut en effet débattre de la légitimité d'augmenter ou au contraire de restreindre la fécondité, de prôner une nuptialité plus ou moins précoce, mais en démocratie personne ne peut contester le bien-fondé de protéger la vie, alors que les régimes totalitaires, et plus que tout autre le nazisme, n'ont en revanche pas hésité à prôner l'euthanasie des handicapés physiques ou mentaux au nom des intérêts supérieurs de l'Etat. Le rôle premier de toutes les idéologies est d'apporter des réponses aux problèmes de leur temps, ce qui n'implique pas nécessairement qu'elles aient la capacité d'évoluer pour apporter des réponses aux transformations historiques. Comme toute idéologie, les doctrines de population sont en effet susceptibles d'être abandonnées pour cause d'obsolescence, si elles ne permettent plus de fournir les réponses adéquates face aux changements historiques. L'exemple le plus classique et celui du malthusianisme, dont la pertinence décrivit fortement lorsque la baisse de la fécondité se généralisa en Europe à partir de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle. Finalement, les grands courants tels que le libéralisme, le nationalisme ou le socialisme, ne peuvent être ignorés, ils sont indispensables au cadrage des doctrines de population.

Epistémologie et histoire des théories de population

Bien que l'évolution des idées résulte en général des changements du contexte, on ne peut exclure la possibilité qu'un penseur d'une stature exceptionnelle produise une œuvre qui renouvelle totalement la façon de penser la population et que cette rupture soit d'ordre théorique. C'est le cas de Malthus et de Marx. Se pose alors la question de la construction de la discipline : peut-on faire une histoire de la théorie de la population ? On connaît la position de Georges Canguilhem à propos des sciences de la vie. Il rejette l'idée même, pour reconstruire l'histoire d'une science, de rechercher des précurseurs : « symptôme le plus net d'inaptitude à la critique épistémologique ». En effet, si un concept n'a pleinement son sens qu'au sein d'un système et dans un contexte historique donnés, un précurseur ne peut à la fois être de son temps et d'une époque ultérieure. Ce qui est en cause, c'est la contextualisation historique

CHAPITRE 1

elle-même : « Le précurseur est donc un penseur que l'historien croit pouvoir extraire de son encadrement culturel pour l'insérer dans un autre, ce qui revient à considérer des concepts, des discours et des gestes spéculatifs ou expérimentaux comme pouvant être déplacés et replacés dans un contexte intellectuel où la réversibilité des relations a été obtenue par l'oubli de l'aspect historique de l'objet dont il est traité ». ⁹ Qu'en est-il de la démographie ?

Prenons le problème sous l'angle de la construction progressive de la théorie de population. Au sein des sciences sociales la démographie se caractérise par sa pauvreté théorique : un seul modèle, celui de la transition démographique, a émergé en 1934 avec Adolphe Landry. ¹⁰ Cette pauvreté pourrait être un atout : faute de dispersion de la réflexion entre théories concurrentes, on peut rêver d'un bel ordonnancement, la majorité des auteurs du passé ayant apporté, au cours des siècles, leur pierre à la construction de l'édifice. Pour paraphraser le titre d'un ouvrage classique, existe-t-il des étapes de la pensée démographique ? Des objections d'ordre épistémologique surgissent immédiatement, dont la première est que la démographie est issue d'une double filiation historique, à travers l'arithmétique politique, donc une statistique appliquée centrée sur des problèmes très concrets d'actuariat, et l'économie politique, construction théorique à qui elle a emprunté ses concepts. De cette hybridation a résulté une tension permanente entre théorie et empirie, qui aurait pu être fructueuse, mais qui s'est souvent traduite par deux types de productions : d'une part des travaux statistiques descriptifs sans référence théorique, d'autre part des recherches d'ambition théorique,

⁹ Canguilhem, 2002 : 20-22.

¹⁰ Mais l'accumulation ultérieure des données illustratives (Europe et pays industrialisés, puis pays en développement), a conduit à conclure à une telle diversité de chemins vers la sortie de la transition que finalement, ce sont surtout les qualifications du modèle qui sont importantes (Coale, 1973). Enfin, les efforts ultérieurs d'abstraction et de modélisation, en particulier la théorie de la modernisation socio-culturelle, due à Warren Thompson (1929) et Frank Notestein (1953), se sont révélés très marqués idéologiquement, ce qui a encore affaibli la validité théorique et donc l'universalité du modèle. **On pourra utilement lire** l'article de Szreter (1993) sur les causes historico-politiques de la fortune de la formulation de la théorie de la modernisation par Notestein au regard du peu d'écho rencontré par Thomson.

mais non confirmées empiriquement... faute de données (les modèles de mortalité par exemple). Dans ces conditions il est difficile de retracer la genèse de la théorie de la transition, puisque d'une part les progrès de l'arithmétique politique au XVII^{ème} siècle n'ont pas été intégrés à la construction de la transition et que d'autre part la théorie économique de la demande de travail, formulée par Adam Smith en 1776, n'a nullement été prise en compte par les inventeurs de la transition.¹¹

C'est dire la faiblesse de cette référence théorique et dans ces conditions il paraît inutile de se situer, lorsque l'on étudie les penseurs des siècles passés, dans la perspective de leur contribution à la construction progressive de la théorie de la transition. Examinons pourtant cette possibilité et envisageons par exemple l'hypothèse que le système malthusien exprime la logique et les équilibres démographiques antérieurs à la transition démographique (forte fécondité, forte mortalité), tandis que Marx, écrivant dans les années 1860, ferait en quelque sorte écho au régime démographique qui caractérise la deuxième phase de la transition (baisse de la mortalité suivie par celle de la fécondité). La transition serait ainsi une puissante synthèse des lois malthusiennes et marxistes de population. L'idée est séduisante, mais la première affirmation, nous le montrerons dans le chapitre consacré à Malthus, ne tient pas : elle est à la limite vraie du premier modèle malthusien de régulation par la mortalité, mais ne rend aucunement compte des modèles ultérieurs où Malthus constate que la contrainte prudente est largement pratiquée par les classes moyennes, dans l'Angleterre des années 1820-1830. Rattacher Marx à la deuxième phase de la transition est tout aussi discutable. Certes il s'intéresse au capitalisme, dans son fonctionnement le plus sauvage, mais si la baisse de la fécondité peut s'interpréter par l'évolution du capitalisme, c'est plutôt au regard du demi-siècle qui suit (1870-1914) la publication du *Capital* en 1867 : élévation générale du niveau de vie et du statut de la femme, hausse

¹¹ La transition se borne au taux brut de mortalité, qu'elle met en parallèle avec le taux de natalité, et ignore les tables de mortalité, car il s'agit de démarches analytiques différentes. Le livre de Sidney Coontz (1961) reste une des tentatives les plus intéressantes de théoriser la démographie à partir du concept de demande de travail.

CHAPITRE 1

du coût de l'enfant avec la prolongation de la scolarisation, croissance des dépenses de logement et de santé, demande de travail plus qualifiée pour la production industrielle, etc. Il faut donc renoncer à cette idée séduisante que la transition démographique a « inspiré », pour chacune de ses phases, l'une et l'autre de ces deux grandes figures intellectuelles et l'intérêt de cet exemple est de mettre à jour un présupposé épistémologique implicite très contestable : que les faits démographiques (ici la fécondité et la mortalité), et eux seuls, gouvernent directement la production des idées sur la population, sans aucune médiation. De l'inadéquation de la théorie de la transition démographique en tant que paradigme intégrateur se déduit donc l'impossibilité de trouver des « précurseurs » au sein même de la démographie.¹² Qu'en est-il des concepts pris isolément ?

Par exemple, chez Platon, souvent présenté comme un des précurseurs de la démographie, le concept de stationnarité n'a rien à voir avec celui que les démographes utilisent. La stationnarité, chez le philosophe grec, renvoie à l'idée de décadence, les sociétés doivent éviter toute évolution qui éloigne de l'âge d'or, alors qu'en démographie la stationnarité décrit une modalité arithmétique particulière de renouvellement de la population. Tel est le genre de problème induit par la tentative d'avoir voulu annexer Platon à la pensée démographique¹³. Mais même à l'intérieur de la démographie, entre penseurs clairement identifiés comme démographes, l'exercice est discutable : Malthus ne peut être considéré comme un précurseur des auteurs français, anglais ou suédois du XIX^e siècle dits « néo-malthusiens », la divergence portant sur un concept central, la contraception ; comme l'écrit Nathan Keyfitz, « parler de la contraception comme moyen "malthusien" ou "néo-malthusien" comme on l'a fait après Malthus, c'est lui imputer à tort une position qui lui est totalement étrangère ».¹⁴ Ce constat n'est au fond guère

¹² L'arithmétique politique a surtout abouti à la construction d'un outil, la table de mortalité : on est dans l'histoire de la statistique appliquée. Sur les tâtonnements dans la construction des tables de mortalité, voir Jacques et Michel Dupâquier (1985 : 199-250).

¹³ De même Foley (1975 : 224, 229) compare la division du travail chez Platon et Adam Smith sans jamais se poser la question du sens du concept chez l'un et l'autre auteur.

¹⁴ Keyfitz, 1984 : 29.

surprenant, pour une raison épistémologique bien précise : la population fait *organiquement* partie, à partir du XVIIIème siècle, de la pensée économique ; en témoignent, dans les traités d'économie politique, les chapitres rituellement consacrés à la population. On ne peut donc analyser la théorie de Malthus indépendamment de sa théorie économique, et la population, en tant que concept, trouve sa rationalité dans le champ de l'économie politique, là où elle a été d'abord théorisée, avant même d'être un concept d'ordre démographique.

Du coup, le problème posé est celui du statut épistémologique de la démographie par rapport à l'économie. En première analyse, si l'on considère la théorie de population en tant que sous-ensemble de la théorie économique, ses concepts, et le plus central d'entre eux, la demande de travail, ne sont pas vraiment « exportés », ce qui réduit, pour la démographie du moins, la portée de la critique de Canguilhem. De Quesnay à Malthus et Marx, qui illustrent les trois courants théoriques qui se sont succédés entre le XVIIIème et le XIXème siècle histoire, les emprunts sont indéniables, sans pour autant justifier l'accusation foudroyante « qu'un même mot n'est pas un même concept ».¹⁵ Mais dans le même mouvement, cette relation organique entre démographie et économie politique s'organise avec une telle diversité qu'il est exclu de découvrir une filiation intellectuelle en quelque sorte totale et parfaite. Plus précisément, pour les grands théoriciens que furent les physiocrates le problème se simplifie, par le vide pourrait-on dire : du fait qu'ils accordent, pour des raisons doctrinales, une primauté absolue à l'agriculture, ils sont avant tout soucieux de la cohérence théorique de leur modèle d'économie agricole et ils ne s'intéressent que par contre coup à l'intégration de la variable population au sein de leur construction. Ils ont donc produit une théorie économique, mais pas démographique. Chez Marx, la « loi de population » est inséparable de la théorie de l'accumulation capitaliste et il n'y pas de rupture épistémologique,

¹⁵ Canguilhem, 2002 : 177. A la position radicale de Canguilhem, on peut opposer l'argument du cheminement – des physiocrates à Malthus et Marx – de l'idée que tout revenu n'est pas automatiquement réinjecté dans le circuit économique générant ainsi une sous-consommation, du fait d'une demande effective insuffisante (voir par exemple Blaug, 1986 : 35).

CHAPITRE 1

sauf, on le verra, avec les écrits antérieurs à 1859. Malthus pose un problème plus redoutable : sa théorie démographique est tout aussi cohérente que sa théorie économique, il formule des observations sociologiques remarquables, c'est enfin un pasteur anglican qui ne cesse d'affirmer que son œuvre est une contribution à la réalisation des desseins du Créateur. Mais si l'on prend en compte l'ensemble de ses écrits, de sérieuses contradictions théoriques éclatent : en particulier, Malthus, loin d'avoir maintenu sa dénonciation initiale du risque de surpopulation, envisage sérieusement le risque inverse d'une croissance démographique insuffisante. Nous montrerons que seule une vision interdisciplinaire permet de dépasser ces contradictions, de réconcilier les points de vue du démographe, de l'économiste, du sociologue empirique et de l'homme d'église, et finalement de retrouver la cohérence épistémologique de l'œuvre. Nous sommes donc loin de l'interprétation néo-malthusienne simpliste selon laquelle la pensée de Malthus se réduit à l'idée de réguler la croissance démographique en réduisant la fécondité et pour conclure sur le problème de la théorisation en démographie, nous pouvons rejoindre Canguilhem : « L'attention aux obstacles épistémologiques va permettre à l'histoire des sciences d'être authentiquement une histoire de la pensée ».¹⁶ Cette ligne de recherche permet finalement d'intégrer aisément la typologie classique théorie/doctrine de population sans pour autant s'y enfermer, de rendre compte de leur genèse et de la logique interne de leur évolution, ou au contraire de leur absence dans une société et à une époque données.

¹⁶ *Ibid.*

ANNEXE

L'ANCIEN TESTAMENT ET LE PECHE D'ANACHRONISME

Sur la base de la célèbre injonction de la *Genèse*, « Croissez et multipliez », la plupart des commentateurs affirment que la Bible est populationniste.¹⁷ Par exemple, John Weeks (1992 : 59) l'explique par la forte mortalité qui obligeait à penser en termes de survie du groupe. Explication plausible mais qui, on va le voir, n'épuise pas la question. E. P. Hutchinson, quant à lui, ouvre sa grande synthèse sur l'élaboration de la pensée démographique par la remarque que dans la Bible, la puissance du royaume est identifiée au nombre des hommes (1967 : 8). Paul Demeny enfin, sur la base d'une citation de l'*Ecclésiaste*, « avec l'abondance des biens abondent ceux qui les consomment », va plus loin : il s'agit d'« une théorie de la croissance démographique, incontestablement malthusienne » (1988 : 213).¹⁸ Si l'on suit Hutchinson et Demeny, et que la Bible offre non seulement une doctrine, mais un rudiment de théorie, les autres indications que l'on peut y relever doivent confirmer l'orientation populationniste de la *Genèse*. Pourtant, aucun des auteurs précités ne procède à cet inventaire systématique et tous adoptent la même démarche implicite : ils font comme si la Bible était un texte homogène, un corpus

¹⁷ Précisons que tout ce qui suit s'applique uniquement à l'Ancien Testament. Le Nouveau Testament relève d'une toute autre logique. A propos du catholicisme, la position d'Antoine Prost est beaucoup plus nuancée que celle de Demeny : si cette religion ne présente aucune théorie démographique, le rapprochement de la citation de la *Genèse* et de l'*Epître aux Corinthiens* de Saint-Paul, qui prône la chasteté dans le mariage, conduit Prost à conclure que l'Eglise catholique avait adoptée une position morale aux implications démographiques (1988 : 148).

¹⁸ La citation est tirée de l'*Ecclésiaste* (5 : 11). Au cours des années 1930, l'accent avait été mis sur les origines des idées sur la contraception. Voir par exemple Norman Himes (1963 : 69). Il est à noter que dans le passé la Bible a suscité des lectures de cet ordre : ainsi Petty développe des calculs sur la population future de la terre (Rohrbasser, 1999).

CHAPITRE 1

caractérisé par une idéologie unique, ce qui est d'emblée intenable d'un point de vue épistémologique, s'agissant de textes écrits à plusieurs siècles d'écart, donc pour le moins susceptibles de répondre à des logiques différentes, sinon contradictoires.

On trouve en effet dans l'Ancien Testament des considérations sur les dénombrements, sur la peste et les maladies, et des prescriptions susceptibles d'influer sur la fécondité : péché d'Onan, divorce, lévirat, etc. L'hypothèse que celles-ci sont nécessairement cohérentes avec l'injonction nataliste de la *Genèse* ne tient pas : certaines s'inscrivent dans une logique de reproduction du groupe, et sont bien par essence populationnistes, d'autres sont au contraire démographiquement *neutres*. Notons d'ailleurs que parler de populationnisme est en soi réducteur, car de nos jours le terme renvoie implicitement à la problématique de l'alternative populationnisme-malthusianisme. Or cette perspective n'est pas pertinente dans les sociétés du passé ; si certaines prescriptions valorisent la fécondité, c'est pour des questions de survie du groupe, comme Weeks l'a bien noté, sans pour autant qu'il s'agisse d'une stratégie consciente de croissance démographique. Encore aujourd'hui en Afrique de l'ouest, les pratiques d'allaitement et les tabous post-partum, qui ont objectivement un effet antinataliste, ne doivent pas être interprétés comme des mesures « malthusiennes » d'espacement des naissances, mais de survie du groupe à travers la protection des enfants déjà nés, mais trop jeunes pour survivre sans le lait maternel.¹⁹

On pourrait certes s'en tenir à une interprétation religieuse et considérer l'Ancien Testament comme un texte ontologiquement divin, qui ne souffre donc d'aucun décryptage, sinon interne, à l'instar des gloses cabalistes qui s'interrogent à l'infini sur le sens de la parole divine. Mais de même que Baruch Spinoza dès 1670 et Richard Simon en 1678 avaient procédé à une critique strictement rationaliste de la cohérence et de la plausibilité de l'Ancien Testament, de même que les archéologues l'interrogent aujourd'hui en tant que source historique, il est légitime, puisque les divers livres qui le composent ont *concrètement* organisé le mode de vie des Hébreux, d'interpréter

¹⁹ Van de Walle, in Tabutin, 1988 : 148, 153.

les prescriptions bibliques relatives à ce groupe humain spécifique dans une perspective sociologique.²⁰ Première grille de lecture : elles relèvent d'une logique de contrôle social de la femme, l'objectif étant de maintenir et renforcer son statut de mineure dépendante. C'est notamment le cas du lévirat, du divorce (en réalité de la répudiation unilatérale par l'homme), de la virginité, de la punition de l'adultère et enfin de l'impureté de la femme.²¹ Deuxième grille, à l'évidence complémentaire de la précédente, la mise en garde des Hébreux contre tout manquement au respect de Dieu : la maladie et surtout la peste sont des châtements divins, David est ainsi puni pour avoir réalisé un dénombrement à l'incitation du diable.²²

Quant à Moïse, avant de mourir il s'adresse pour la dernière fois à

²⁰ Spinoza : *Traité théologico-politique* ; Simon : *Histoire critique du Vieux Testament*. Sur Spinoza, voir le chapitre 3 sur le mercantilisme. Simon (1638-1712), prêtre de l'Oratoire, était profondément influencé par Spinoza et Descartes.

²¹ Lévirat : « Si un des frères meurt sans avoir de fils, son beau-frère ira vers la veuve et le premier fils perpétuera le nom du mort ; ainsi son nom ne sera pas effacé d'Israël » *Deutéronome*, 5 : 5-10. Répudiation : *Deutéronome*, 24 : 1-4. Virginité, adultère : *Deutéronome*, 22 : 13-28 ; *Nombres*, 5 : 11-31. Par exemple : « Si la femme n'a pas été trouvée vierge, les hommes de la ville la lapideront (...) car elle s'est prostituée dans la maison de son père » ; « Si l'on prend sur le fait un homme couchant avec une femme mariée, ils mourront tous les deux ». Interdits relatifs à l'impureté de la femme (post-partum ou durant les règles) : *Lévitique*, 12 : 1-8 ; 15 : 19-33. Si c'est un garçon, 7 jours d'interdits après la naissance « autant que lors des règles » puis 33 jours de « purification de son sang avant de toucher une chose sainte et d'entrer au sanctuaire ». Si c'est une fille : 15 jours et 66 jours. Ou encore : « Quiconque touche le lit ou un objet qu'une femme impure a touché est impur jusqu'au soir ».

²² Peste et maladies : « Si j'avais laissé aller ma main, je t'aurais frappé de la peste, toi et ton peuple, et tu aurais disparu de la terre ». Et Moïse à son peuple : « Si tu prêtes l'oreille à ses commandements (...) je ne t'infligerai aucune des maladies que j'ai infligées à l'Egypte ». *Exode*, 9 : 15, 15 : 26 ; *Nombres*, 12 : 9-15 ; 14 : 12, *Ezéchiel*, 38 : 22. Châtiment de David « Satan se dressa contre Israël et incita David à dénombrer Israël ». Dieu propose à David de choisir entre trois ans de famine, ou trois mois de défaites militaires, ou la peste. David choisit la peste : « 70 000 hommes tombent en Israël » (*Chroniques*, I, 21 : 1-7).

CHAPITRE 1

son peuple et l'avertit que seul le respect des commandements de Dieu lui permettra de « devenir nombreux », sinon il sera frappé de disparition.²³ L'exemple le plus probant est sans doute le péché d'Onan, c'est-à-dire la condamnation du coït interrompu, si souvent cité comme l'exemple même du natalisme biblique. En réalité cet épisode doit incontestablement être lu dans la perspective de la toute puissance divine. On oublie en effet le contexte de son châtement : Onan fut tué par Dieu parce qu'il « jeta sa semence à terre ». La *Genèse* précise que Dieu avait précédemment tué son frère aîné, Er, parce qu'il lui « déplut ». Quant à Onan, la cause de sa mise à mort est son refus de donner une descendance à la veuve de Er, parce qu'elle ne serait pas la sienne propre. Le message au Peuple élu est clair : Dieu oblige Onan à continuer à assurer la survie du groupe alors qu'il l'a lui-même mise en danger.²⁴ Vie et mort, comment mieux marquer la toute-puissance ? Bref, tout ceci n'a rien à voir avec le populationnisme, tel que nous le rencontrerons au contraire chez les mercantilistes, à partir du XVIème siècle donc.

BIBLIOGRAPHIE

BENICHOU Paul, *Morales du grand siècle de Paris*, Gallimard,

²³ *Deutéronome*, 30 : 15-20.

²⁴ Onan est le deuxième fils de Juda, qui eut d'abord Er. Voici le texte où figure l'histoire d'Onan : « Er déplut à Dieu qui le fit mourir. Juda dit à Onan « va vers la femme de ton frère. Agis envers elle comme le proche parent du mort et suscite une descendance à ton frère. Mais Onan savait que la descendance ne serait pas la sienne (cf. ci-dessus le lévirat) ; quand il allait vers la femme de son frère, il laissait la semence se perdre à terre pour ne pas donner de descendance à son frère. Ce qu'il fit déplut au Seigneur qui le fit mourir lui aussi ». (*Genèse*, 38 : 8-11). Himes observe cependant que le judaïsme propose des interprétations divergentes du péché d'Onan : ce n'est pas tant condamnation du coït interrompu en tant que tel, qui est condamné mais le refus d'Onan de se soumettre à l'obligation du lévirat. Cette interprétation s'appuie sur l'idée que « la *Mishna* enjoint le mariage et la procréation en toutes circonstances » (1963 : 70-72).

INTERPRETER LES IDEES SUR LA POPULATION

1988, 313 p.

BLAUG Mark, *La pensée économique. Origine et développement*. Paris, Economica, 1986 (4^{ème} édition), 891 p.

CANGILHEM Georges, *Etudes d'histoire et de philosophie des sciences sociales concernant les vivants et la vie*, Paris, Vrin, 2002 (1^{ère} édition, 1968) ; 430 p.

COALE Ansley, « *The Demographic transition reconsidered* », Communication au Congrès de l'IUSSP, vol. I, pp. 53-72, Liège, IUSSP, 1973.

COONTZ Sidney H., *Population Theories and the Economic Interpretation*, London, Routledge and Keagan Paul, 1961, 200 p.

DEMENY PAUL, Demography and the limits of growth, in Michael S. TEILTELBAUM and Jay M. WINTER eds., *Population and Resources in Western Intellectual Traditions, Population and Development Review*, a supplement to Volume 14, 1988, Cambridge, Cambridge University Press, pp.213-244.

DUPAQUIER Jacques et DUPAQUIER Michel, *Histoire de la démographie*, Paris, Perrin, 462 p.

FOLEY Vernard, 1975, « The division of labor in Plato and Adam Smith », *History of political Economy*, Vol. 6, N° 2, p. 220-242.

FOUCAULT Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, 275 p.

HAZARD Paul, *La crise de la pensée européenne 1680-1715*, Paris, Fayard, 1994, 444p. (première édition, 1935).

HIMES Norman E., *Medical History of Contraception*, New York, Gamut Press, 1963, 521 p. (Première édition, 1936).

HUTCHINSON, E. P., *The Population Debate, The Development of Conflicting Theories up to 1900*, Boston, Houghton Mifflin, 1967, 466 p.

KEYFITZ Nathan, L'évolution de la pensée de Malthus. In *Malthus hier et aujourd'hui*, A. Fauve-Chamoux, ed., Editions du CNRS, Paris, 1984, pp. 27-38.

LE BRAS Hervé, *L'invention des population. Biologie, idéologie et politique*, Paris, Odile Jacob, 2000, 264 Pp.

CHAPITRE 1

MANHEIM Karl, *Idéologie et utopie*, Paris, Marcel Rivière, 1956, 233 p (Première édition : 1952).

MEEK Ronald L., 1962, *The Economics of Physiocracy*, London, George Allen and Unwin, 432 p.

NOTESTEIN Frank, « Economic problems of population Change », *Proceedings of the Eight Conference of Agricultural Economists*, London, Oxford University Press, 1953, pp. 13-31.

PROST Antoine, « Catholic Conservatives, Population and the Family in Twentieth Century France », in Michael S. TEILTELBAUM and Jay M. WINTER eds., *Population and Resources in Western Intellectual Traditions, Population and Development Review*, a supplement to Volume 14, 1988, Cambridge, Cambridge University Press, pp.147- 164

SKINNER Quentin, *Les fondements de la pensée politique moderne*, Paris, 2001, Albin Michel, 923 p.

SPENGLER Joseph J.,

- « French Population Theory since 1800 » *Journal of Political Economy*, October 1936, pp. 577-611 , Décembre 1936, pp. 743-766

- *Economie et population. Les doctrines françaises avant 1800. De Budé à Condorcet*. Paris, Ined/PUF, 1954

SIMON Richard, *Histoire critique du Vieux Testament*, Paris, 1678.

SPINOZA Baruch, *Traité théologico-politique*, Paris, Garnier/Flammarion, 1965, 380 p.

THOMPSON Warren, « Population », *American Journal of Sociology*, vol 34, 1929, pp. 959-975.

VAN DE WALLE Etienne et Francine, « Les pratiques traditionnelles et modernes des couples en matière d'espacement ou d'arrêt de la fécondité », in TABUTIN Dominique, dir., *Population et sociétés en Afrique au sud du Sahara*, Paris, L'Harmattan, 1988, pp. 141-165.

WEEKS John R. *Population. An introduction to concepts and issues*, Belmont, Wadsworth Publishing Company, 1992, 579 p.